

08/10/2026

Alice Moscovici,
Chercheuse, politiques industrielles
et énergétiques européennes
Phuc-Vinh Nguyen,
Chef du Centre énergie

BLOG — POST

Guerre en Iran: Préparer l'hiver sans sacrifier l'avenir



Au 4 juin 2026, date de la dernière mise à jour de notre [tracker](#), les Etats membres de l'Union européenne (UE) avaient dépensé plus de 16 milliards d'euros d'argent public afin de faire face à la crise. Quatre mois plus tard, ces dépenses ont plus que doublé, portant le total à 33 milliards d'euros. Ajoutés aux 104 milliards de surcoût estimés sur les importations d'énergies fossiles, le coût de la crise pour l'Union s'élève désormais à près de 140 milliards d'euros, contre une soixantaine en juin. Passée la brève accalmie offerte par la signature du [Memorandum of Understanding \(MoU\)](#) entre l'Iran et les Etats-Unis le 19 juin 2026, la dynamique haussière de prix observée sur les marchés de gros à partir de juillet pour le gaz puis août pour le pétrole a contraint les gouvernements européens à réagir. A ce titre, au 5 octobre 2026, nous recensons près de 300 mesures prises au sein de 26 États membres (exception faite de la seule Finlande). Pour autant, que ce soit le montant total avancé ou le nombre de mesures adoptées, notre chiffrage résulte de l'agrégation de mesures issues de dynamiques politiques et budgétaires diverses.

Le tracker est directement accessible [ici](#) en anglais ou [ici](#) en français

Ainsi, à elle seule, l'Espagne représente un tiers des dépenses engagées (12 milliards d'euros soit 0,74% de son PIB), son troisième paquet prolongeant pour l'essentiel jusqu'au 31 décembre les mesures adoptées en mars. Ailleurs, les trajectoires divergent. Le Danemark et le Luxembourg n'ont mis en place leurs premières aides qu'en juin. Depuis, douze États membres (Bulgarie, Croatie, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Portugal, Slovaquie et Slovénie) ont adopté de nouveaux dispositifs de soutien. Six autres (Allemagne, Autriche, Chypre, Pologne, République tchèque et Roumanie) se sont contentés de reconduire leurs aides généralisées, le plus souvent jusqu'à la fin de l'année, signe que les États, à l'instar des marchés, ne tablent plus sur une résolution rapide du conflit. Les six derniers n'ont pris aucune nouvelle décision depuis juin : la Belgique et la Lituanie ont laissé leurs aides arriver à expiration, la Suède, les Pays-Bas et l'Estonie s'en tiennent aux dispositifs adoptés au printemps tandis que Malte maintient son gel structurel des prix.

Alors que jusqu'à présent l'essentiel des aides (75%) s'était portée sur des mesures relatives au prix des carburants, deux États ont depuis étendu le périmètre des aides au gaz (Luxembourg, Pologne) et un à l'électricité (Luxembourg). Ce faisant, cela porte à **14 le nombre total d'États membres ayant adopté des aides sur le gaz principalement à destination des ménages** (Belgique, Croatie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Irlande, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, auxquels s'ajoutent le Luxembourg et la Pologne), **et à 15 sur l'électricité** (Allemagne, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Irlande, Pays-Bas, Portugal, Slovénie et Suède, auxquels s'ajoute le Luxembourg) à destination cette fois des ménages (11 États Membres) mais aussi les entreprises (9 États Membres). Ainsi, parmi les près de 50 nouvelles aides recensées depuis juin dernier, environ 15 % soit 7 mesures concernent le gaz (6) et/ou l'électricité (3). La saison de chauffe approchant et les stocks de gaz étant à des niveaux historiquement bas (72.4%) pour la période actuelle, **ce qui s'apparentait jusqu'à présent à une réponse à un choc pétrolier prend désormais la forme d'une réponse à une crise énergétique**. Par effet d'entraînement, de nouvelles séries de mesures pourraient prochainement être adoptées, notamment dans le cadre des discussions budgétaires nationales ayant actuellement lieu (Irlande, France, Finlande) .

Au-delà de la pression sociale exercée par les prix, certains États sont également confrontés à une pression politique liée à des échéances politiques. En Suède, les législatives du 13 septembre ont été remportées par le centre-gauche, après que le gouvernement de droite sortant a baissé au printemps les taxes sur les carburants et réduit de moitié les tarifs des transports publics. Au Portugal, le gouvernement socialiste de Montenegro a annoncé une des nouvelles aides le jour même où il survivait à une motion de censure (8 septembre). En Lettonie, de nouvelles baisses d'accises sur le diesel et l'essence ont été décidées neuf jours avant les législatives du 3 octobre. En l'espèce, la proximité d'une échéance politique peut ainsi faire office de fait générateur. Enfin, face au risque d'escalade aux détroits d'Ormuz et de Bab el-Mandeb, plusieurs États, plusieurs États (Bulgarie, Espagne, Portugal) ont fixé à l'avance des seuils de prix au-delà desquels aides, baisses de taxes, voire, au Portugal, réduction de la consommation s'appliquent automatiquement, sans nouveau décret ni vote parlementaire - permettant de réagir sans délai et de rendre la réponse prévisible pour les ménages comme pour les entreprises. Une approche bienvenue, dont nous recommandons la généralisation aux Vingt-Sept sous l'égide d'une coordination européenne.

Dès lors que les États membres semblent avoir intégré la perspective d'un conflit qui pourrait s'éterniser, à tout le moins au-delà des élections de mi-mandat américaines du 3 novembre, la contrainte budgétaire, accrue dans une grande partie de l'Europe, pèse désormais sur le choix des instruments. Elle conduit certains États à abandonner les aides généralisées au profit de dispositifs ciblés : l'Italie a annoncé en septembre la fin des baisses d'accise pour tous, la Hongrie a remplacé le plafonnement des prix de l'ère Orbán par une aide réservée aux conducteurs les plus exposés, l'Irlande écarte tout crédit énergie universel de son budget tandis que l'Espagne réduit progressivement sa baisse de la fiscalité sur les carburants. Elle en conduit d'autres à s'abstenir de toute baisse de fiscalité, jugée coûteuse et peu efficace : l'Estonie écarte toute baisse d'accise à l'effet « négligeable », l'État n'ayant pas « les ressources pour creuser davantage le déficit » tandis que la Slovaquie du populiste Fico juge que ces baisses ont « jeté en l'air des centaines de millions d'euros, voire des milliards, sans aucun effet ». Ainsi, à date, seuls quatre États membres (Belgique, Bulgarie, France, Pays-Bas) s'en tiennent à une logique de ciblage, quand quatorze se contentent de mesures généralisées (Allemagne, Autriche, Danemark, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède) et huit combinent les deux.

Face à la tension sur le prix du diesel, plusieurs États bénéficient du concours d'entreprises privées pour contenir les prix à la pompe. En France, TotalEnergies plafonne depuis le 22 juillet l'essence à 1,99 €/L et le diesel à 2,25 €/L dans toutes ses stations. En Italie, Eni et SOCAR ont fixé fin septembre des prix maximum (1,99 €/L pour l'essence, 2,19 €/L pour le diesel), suivis par Q8 pour le mois d'octobre. En Grèce, les raffineurs Helleniq Energy et Motor Oil ont financé en juillet-août une remise de 10 c/L sur l'essence et de 5 c/L sur le diesel (40 M€), avant de s'associer à l'État pour contenir le prix du fioul domestique à l'ouverture de la saison de chauffe. Une telle démarche est loin d'être désintéressée : elle permet de préempter le débat sur la taxation des superprofits, portée au niveau européen par les ministres des Finances d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne, d'Italie et du Portugal. Le PDG de TotalEnergies a d'ailleurs laissé entendre qu'une taxation supplémentaire pourrait remettre en cause le plafonnement. Une telle taxe permettrait pourtant de redistribuer les recettes au travers de dispositifs nationaux, à l'instar de la Roumanie, qui finance sa baisse d'accise par une contribution sur les profits pétroliers, et de la Pologne, dont la taxe signée le 2 octobre doit rapporter environ 915 M€ d'ici la fin de l'année. La République tchèque et le Portugal ont proposé des dispositifs similaires, encore en attente d'adoption.

Par ailleurs, l'approche prônée par la Commission européenne, qui incite les États à réduire leur demande de gaz tout en accélérant l'électrification des usages (plan d'électrification présenté en juillet) peine à se traduire dans les faits. Hormis quelques appels généraux à la sobriété (Belgique, Danemark, Luxembourg), aucun État n'a lancé de campagne invitant à modérer la consommation de gaz cet hiver. Pour éviter que ne se reproduise sur le gaz et l'électricité la destruction de demande subie sur le pétrole, il importe d'anticiper. Les États membres doivent désormais se doter d'un cadre juridique organisant une baisse collective de la consommation de gaz et d'électricité, notamment en période de pointe : c'est en réduisant ensemble la demande qu'ils pourront peser significativement sur les prix. Or, pour l'heure, la coordination européenne s'est principalement limitée au déblocage des stocks stratégiques de pétrole.

Après une première libération coordonnée par l'AIE en mars (400 millions de barils, dont près de 80 millions pour les États membres), le G7 a décidé le 2 octobre d'en libérer jusqu'à 100 millions supplémentaires, en diesel et en brut. Il a cédé à la pression de Donald Trump, qui menaçait d'interdire les exportations américaines de diesel vers l'Union, laquelle en tirait la moitié de ses importations en août.

Pour autant, la conclusion à laquelle arrivent de plus en plus de gouvernements concerne l'accélération de l'électrification des usages. Le signal-prix produit déjà ses effets : au premier semestre 2026, les ventes de pompes à chaleur ont augmenté de 11% dans douze pays en Europe tandis que les véhicules électriques ont représenté 21,7% des ventes contre 15,8% en 2025 à la même époque. Si ce signal suffit pour l'heure à enclencher la dynamique, seule une politique publique dédiée permettra de la rendre durable une fois les prix retombés. Nous recensons désormais dix États membres ayant adopté des mesures en faveur du passage à des équipements électriques, soit trois de plus que précédemment (Estonie, Irlande, Luxembourg). Mais la France reste à ce jour la seule à s'être dotée d'un plan national d'électrification, l'Irlande en préparant un. Nous recommandons ainsi que chaque État membre en adopte un, afin d'inscrire ces mesures dispersées dans une trajectoire cohérente et lisible pour les ménages comme pour les industriels. En conjuguant ciblage des aides et d'investissement dans l'électrification, la France et les Pays-Bas font à cet égard figure de modèles.